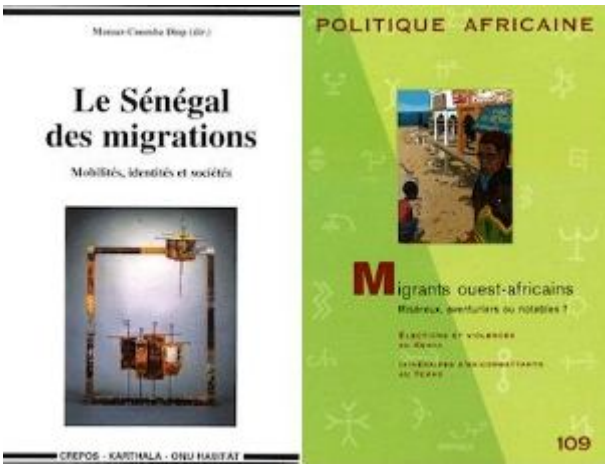
Expérience sociale et champ migratoire au Sénégal et en Afrique de l’Ouest.

(A) Momar-Coumba Diop (dir.), Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés, 2008. (B) Jean Schmitz (dir.) « Migrants ouest-africains. Miséreux, aventuriers ou notables ? », Politique africaine, n° 109, 2008.

Par Martin Mourre



L’étude des migrations, principalement des pays du Sud vers ceux du Nord, mais pas uniquement, constitue un des axes les plus importants et les plus féconds pour analyser les dynamiques sociales contemporaines. Accès et agencements des logiques de développement, question de bonne gouvernance et de décentralisation, accueil et rôle des migrants dans les pays d’émigration, transformation des rapports de genre, imaginaires et identités en mutations, sont parmi les défis qui se posent avec acuité, tant pour les acteurs et les communautés concernés que pour les sciences sociales. Souvent considérées et présentées de manière réductrice et sensationnaliste sous le seul angle économique dans la sphère médiatique, voire sous celui du paradigme de la misère et du désespoir – qui sont des réalités indéniables –, les migrations africaines constituent pourtant des phénomènes complexes traduisant des réalités multiples. Loin d’une vision misérabiliste, les auteurs de l’ouvrage collectif, *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et société*, ainsi que les contributions à la revue *Politique africaine*, « Migrants ouest-africains. Miséreux, aventuriers ou notables’ », donnent à voir et à penser différentes directions, sur les plans pratiques et conceptuels, empruntées par le phénomène migratoire. Au-delà de l’examen descriptif, les différents articles apportent un éclairage empirique et un appareillage analytique qui sera sans aucun doute d’un précieux secours pour qui s’intéresse aux flux de populations, quelles qu’elles soient. Inscrites sur des terrains ouest-africains, et particulièrement au Sénégal, les contributions réunies dans les deux

ouvrages s'attachent à montrer l'historicité des différentes vagues migratoires et les reconfigurations sociétales et identitaires générées par ces circulations de populations. Les tendances actuelles sont liées au durcissement accru des conditions d'accès au visa, problématique qui intervient à partir de 1974 en France. Elles découlent aussi de la crise économique qui entraîne une montée des nationalismes « ethniques » en Afrique au début des années 2000, notamment en Côte d'Ivoire et au Gabon. Aux traditionnelles migrations de main-d'œuvre en France et à celles alimentées par la confrérie mouride[1], surtout aux États-Unis, se sont superposées des migrations formelles et informelles en direction de l'Europe du Sud, en Espagne et en Italie. Ainsi, ces migrations dites clandestines, mises en lumière de manière tragique dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla en octobre 2005 et par les départs massifs en pirogue depuis les côtes ouest-africaines à partir de l'été 2006, imposent une relecture urgente du phénomène migratoire. Cette vision est celle qui anime à la fois les contributions du numéro 109 de la revue *Politique africaine*, revue qu'on ne présente plus dans le champ des études africanistes[2], qui s'intéresse ici à ces cheminements d'un point de vue régional autant que celles présentes dans l'ouvrage coordonné par Momar-Coumba Diop, qui bien qu'uniquement centré sur le cas sénégalais adopte un point de vue plus intégral.

Des migrations vues sous l'angle économiste.

Fort de dix-sept contributions[3], l'ouvrage dirigé et introduit par Momar-Coumba Diop vient « renforcer la bibliothèque » (p. 15) constituée dans le cadre du *Programme de recherche Sénégal 2000*[4]. Deux champs d'investigations principaux sont ici abordés : d'une part, la question du (co)développement et des transferts financiers, principalement dans la région du fleuve Sénégal et à partir de l'Italie et, d'autre part, les modalités de départ et d'installation dans de nouveaux espaces traduisant les aspirations identitaires de groupes sociaux souvent marginalisés – en particulier les femmes analysées par Awa Ba et les jeunes abondamment traités par diverses contributions – qui esquissent « le tempo de ce Sénégal à venir » (p. 14). Si les différents articles peuvent sembler parfois se superposer, c'est que l'ouvrage a d'abord été bâti « dans des recherches entreprises en 2004 sous l'égide de l'Onu-Habitat pour élaborer 'un programme de lutte contre la pauvreté' fondé sur le partenariat entre les émigrés sénégalais et le secteur privé italien » (p. 13). Les neuf premiers articles sont centrés principalement sur la question des flux monétaires, du codéveloppement, et des transformations de l'habitat dans les régions de départ. Les neuf premiers articles sont centrés principalement sur la question des flux monétaires, du codéveloppement, et des transformations de l'habitat dans les régions de départ . Elles peuvent parfois paraître redondantes pour le lecteur profane, dans le choix des objets décrits et des

terrains étudiés — principalement la région de la vallée du fleuve Sénégal concernant les migrants Halpulaar et Soninkés et l'Italie comme nouvelle terre élective. Ces contributions n'en apportent pas moins un éclairage inédit et important sur les modalités et les ressources de l'enquête en sciences sociales dans le champ de la migration, traduisant les nombreuses provenances disciplinaires des contributeurs : économie, sociologie, anthropologie, histoire. Par exemple, la plupart des auteurs notent la difficulté de réunir des sources fiables sur la question des transferts financiers et concluent à la nécessité de croiser différentes méthodes d'analyse. Sont ainsi mobilisées des données provenant des organismes internationaux (Banque mondiale, Ocde, Cnuced), des structures nationales (Banques de l'habitat du Sénégal, Direction de la prévision et de la statistique, Direction de l'urbanisme et de l'habitat), des données quantitatives issues de questionnaires à grande échelle, ainsi que des informations recueillies auprès d'interlocuteurs privilégiés (responsables d'associations ou de Dahira[5]). Le tout abondamment complété par des données qualitatives : entretiens ouverts et trajectoires biographiques. Face à la crise économique qui touche le pays et au désinvestissement de l'État des structures publiques, tous les auteurs s'accordent sur la place de plus en plus prépondérante du migrant dans la société sénégalaise. Selon Daffé, les transferts de fonds des migrants se chiffraient à près de 310 milliards de Cfa en 2004, soit la deuxième ressource du pays, juste derrière l'aide publique au développement (p. 114) ; elles représentaient alors 15% du Pib du pays (p. 111). Cependant, pour cet auteur, le risque est d'entrainer « une situation de dépendance » (p. 124) pour les foyers récipiendaires qui peuvent penser l'octroi d'argent comme une source intarissable n'incitant pas alors à des activités de nature productive. À travers l'exemple d'une localité de la vallée du fleuve Sénégal, Ourossogui, Mohamadou Sall prolonge cette analyse. Pour lui, ces dynamiques font du migrant un nouvel acteur politique, « par le biais d'un système de clientélisme, les capitaux économiques et relationnels [étant] facilement convertibles en capital politique » (Sall, p. 214). Quant à Serigne Mansour Tall, il insiste lui sur l'interaction de plus en plus croissante des échelles globales et locales – village, région ou capitale – où l'émigré devient un enjeu pour les autorités du pays de départ : « Les collectivités locales, surtout dans les régions fortement pourvoyeuses de migrants, doivent prendre en compte davantage les émigrés comme de nouveaux médiateurs, de nouveaux diplomates économiques » (Tall, p. 62).

Circulations et reconfigurations de sens pour les populations.

Mais dans ces différentes contributions apparait pourtant, souvent en filigrane, l'absence du migrant. Ainsi, celui-ci ne peut contrôler l'usage des fonds envoyés ; l'épargne est de fait quasiment absente face à l'urgence des situations au pays. Au-delà des seuls fonds envoyés, Serigne Mansour Tall note dans une deuxième contribution – s'intéressant au lien entre les développements de l'habitat et les transferts financiers des migrants sénégalais depuis l'Italie –, la difficulté pour le migrant de capitaliser son expérience professionnelle, une fois de retour au pays (p. 173). Ces différentes contributions tendent ainsi à modérer le rôle des migrants – même si toutes notent les modifications foncières entrainées par l'apport de flux de capitaux, tant dans la région du fleuve qu'à Dakar – dans les logiques de développement en l'absence de véritables politiques publiques concertées menées tant dans les pays de départ que d'accueil. Si la question des migrations reste si prégnante au Sénégal, le seul facteur économique ne peut en rendre en compte. C'est ce que s'attachent à démontrer les contributions suivantes. Les analyses discursives menées par Thomas Fouquet auprès de jeunes en Italie et au Sénégal montrent la nécessité de sortir des logiques communautaires pour penser les migrations et les changements de subjectivités qui en découlent pour les migrants, comme pour les jeunes restés au pays. Ces logiques d'extraversion traduisent des modalités de distinction et de regard portés sur celui qui est parti : « l'ambivalence du rapport à celui qui (re)vient traduit une conflictualité qui voit s'opposer ceux qui sont partis et ceux qui sont restés » (p. 247). La quête de départ devient alors un moyen de grandir socialement dans une société viciée par la précarité. La contribution d'Aly Tandian, relative aux travailleurs qualifiés en Italie, montre aussi que le choix des nouvelles destinations se fonde autant sur les contraintes économiques que sur les « récits élaborés ou bricolés par des migrants de retour qu'aux connaissances géographiques des candidats à la migration, à la maîtrise de la langue parlée, etc. » (p. 366). L'analyse montre cependant la désillusion de nombreux Sénégalais face au manque de reconnaissance professionnelle qu'ils subissent en Italie ; l'auteur conclut cependant en distinguant différents profils de migrants, moins en fonction de leur qualification que de leur projet personnel. L'exil peut ainsi jouer un rôle positif dans le parcours d'une personne, comme le montre les recherches d'Awa Ba sur les femmes sénégalaises mourides installées à New York. L'auteur montre que l'implication de ces femmes dans la communauté sénégalaise new-yorkaise, en s'appropriant, voire en sacralisant l'espace, participe d'une renégociation identitaire de leurs statuts d'épouses et de mères. Dans cette approche, la localité est le thème privilégié. Elle est perçue pour les acteurs de manière dynamique et relationnelle, et elle permet pour le chercheur d'aborder des phénomènes qui ne se donneraient pas à voir ailleurs. C'est ici le lieu, la ville de New York, et les valeurs de religiosité de la société américaine en tension avec celle de la communauté mouride, qui permet d'appréhender les modifications des caractères moraux des migrantes sénégalaises dans une

perspective qui insiste sur les dynamiques en terme de genre.

Des espaces transnationaux, des espaces en conflit ?

Enfin, dans un autre registre, deux contributions s'intéressent cette fois au rôle de la métropole dakaroise comme pôle d'émigration. Sylvie Bredeloup (pp. 343-364) analyse la présence chinoise, principalement dans le petit commerce, comme source d'une montée xénophobe de la part des commerçants sénégalais, au contraire de la population satisfaite d'une offre accrue sur certains produits, tensions qui ont été grandement alimentées par la presse sénégalaise. Son travail prend également pour angle d'approche les relations diplomatiques sino-sénégalaises, relations en partie déterminées par l'attitude du Sénégal à l'égard de Taiwan. Alfred Inis Ndiaye revient pour sa part sur les différentes populations étrangères installées à Dakar qui constituent environ 4,3% de la population globale (p. 410). Il nous explique les logiques communautaires liées à ces affiliations ethniques, régionales et religieuses mais aussi à des appartenances professionnelles. À partir du cas des ressortissants guinéens, l'auteur s'interroge sur la cohabitation entre allochtone et autochtone et montre les modalités — « attitude de profil bas […] manifestations de solidarité avec la communauté sénégalaise » (p. 425) — par lesquelles cette communauté « a ‘‘inventé’’ des mécanismes qui lui permettent de garantir sa sécurité collective dans la ville » (p. 424). Ce qui ressort à la lecture de l'ouvrage *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et société*, au-delà de la pluralité des analyses, c'est la volonté de conférer à la description ethnographique une lecture sociologique des phénomènes étudiés : ainsi se dessinent des figures, des idéaux types du migrant. En cela, ces figures s'inscrivent dans un débat plus large sur l'étude des migrations et pourront intéresser le lecteur même peu familier des réalités sénégalaises[6].

C'est d'ailleurs dans cette dernière optique qu'apparait féconde la confrontation avec le numéro 109 de la revue *Politique africaine* « Migrants ouest-africains. Miséreux, aventuriers ou notables ? ». Elle permet en effet d'élargir la perspective à une zone géographique plus large et complète ainsi de manière stimulante les contributions de l'ouvrage édité par Momar-Coumba Diop. Composé de six articles, ce dossier coordonné par Jean Schmitz rappelle la nécessité de penser les phénomènes migratoires dans des « répertoires de représentations – inscrits dans des temporalités plus longues » (p. 6) mais aussi dans des espaces ouverts, il ouvre la voie à une analyse du phénomène migratoire ouest-africain dans des termes transnationaux. L'étude d'Emmanuelle Bouilly relative au Collectif des femmes de Thiaroye-sur-mer, commune située dans la banlieue dakaroise et lieu d'embarquement des pirogues à destination des îles Canaries,

met en lumière « la carrière médiatique d'une cause » (p. 25). Ces mères de famille, dont beaucoup ont perdu un fils en mer, sont progressivement « passées du statut de ‘‘mères de victimes’’ à celui de ‘‘mères victimes de’’ » [l'émigration]. En ce sens, la mobilisation du Collectif participe d'un ajustement militant à un agenda international visant à trouver des fonds émanant des bailleurs nationaux et internationaux qui luttent contre l'immigration informelle. La contribution d'Aliou Sall et Pierre Morand (pp. 32-41) tend elle à relativiser le rôle du secteur de la pêche dans les processus migratoires. Tout d'abord, la production n'a pas baissé quantitativement, alors que traditionnellement c'est un des facteurs explicatifs des départs. Par ailleurs, « les pêcheurs, [souvent présentés comme des convoyeurs de migrants] eux-mêmes, se sont peu joints au mouvement de migrations, ce qui permet d'affirmer que les dynamiques proprement halieutiques (l'éventuelle baisse des ressources en poissons) n'ont vraisemblablement pas joué un rôle déterminant dans ce phénomène » (p. 40). Enfin, les contributions d'Armelle Choplin (pp. 73-90) et celle d'Anaïk Pian (pp. 91-106) permettent de compléter ce tour d'horizon du monde ouest-africain des migrations à la frontière du monde arabe avec l'exemple de la Mauritanie et du Maroc. La première contribution insiste sur la modification des paysages urbains dans la ville de Nouadhibou, première ville mauritanienne à la frontière septentrionale. Les migrants subsahariens traditionnellement de passage vers le Nord finissent par s'y établir plus ou moins longuement dans l'espace mauritanien, ce qui n'est pas sans provoquer des tensions avec les populations autochtones. L'article d'Anaïk Pian montre, à partir des figures des passeurs sénégalais « travaillant » au Maroc, comment ceux-ci participent à la structuration des réseaux migratoires influencés conjoncturellement par les politiques des pays de l'Espace européen (mise en place progressive de patrouille côtière). En retour, ces réseaux migratoires influencent les structures sociales et étatiques marocaines, notamment par le jeu des différentes échelles de corruption.

En dernière analyse, il apparait à la lecture des deux ouvrages que la modification des phénomènes migratoires, du moins dans les cas sénégalais et ouest-africains, peut se comprendre essentiellement par une montée en puissance des imaginaires et des désirs d'ailleurs, liés à un monde de plus en plus globalisé et interconnecté[7]. Véhicule et passeur de représentations, ici ou là, parfois courtier en développement, ou futur acteur politique, la figure du migrant est largement connectée à des dynamiques plus larges, c'est ce que tend à montrer les différentes contributions. Ces trajectoires conduisent à reconfigurer les champs politiques, économiques et moraux des populations, tant dans les sociétés de départ que d'accueil, mais aussi dans des espaces tiers. Le programme, intellectuel notamment, qu'il s'agit donc de mettre en place, est une analyse multi-située des logiques migratoires afin de mieux rendre compte de

ces dynamiques qui ont un impact fondamental pour les communautés et les acteurs sociaux.

(A) Momar-Coumba Diop (dir.), *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés*, Paris, Découverte, 2008. (B) Jean Schmitz (dir.) « Migrants ouest-africains. Miséreux, aventuriers ou notables ? », *Politique africaine*, n° 109, 2008.